

Union européenne : vous avez dit souveraineté ?

PASCAL LAMY

Jusqu'à une date récente, la question de la place de l'Europe dans le monde ne figurait pas parmi les classiques de la pensée de l'intégration européenne. La raison fondamentale en était que l'Europe institutionnelle dans sa version des années 1950 était le produit d'un cauchemar : l'annihilation de la civilisation par la guerre. L'Europe, au contraire, incarnait un rêve de paix. Un rêve d'unification interne, et non une ambition de puissance, attribut des nationalismes belliqueux du xx^e siècle. Aujourd'hui ce rêve s'est évaporé. Les Européens ont commencé à percevoir la nécessité de se doter des moyens d'une action politique à la hauteur de leur position dans le monde. De fait le refus européen de la logique de la puissance paraît une négligence surannée quand on l'examine à l'aune de l'affrontement sino-américain et de la brutalisation plus intense de notre monde. Nous devons changer de paradigme, car nous sommes entrés dans un monde où l'Europe est condamnée à la puissance.

P. L.

JUSQU'À une date récente, la question de la place de l'Europe dans le monde ne figurait pas parmi les classiques de la pensée de l'intégration européenne. La raison fondamentale en est que l'Europe institutionnelle dans sa version des années 1950, celle qui a fondé l'Europe dans laquelle nous vivons aujourd'hui, était le produit d'un cauchemar : la Shoah, l'annihilation de la civilisation par la guerre. L'Europe, au contraire, incarnait un rêve de paix. Un rêve d'unification interne, et non une ambition de puissance, attribut des nationalismes belliqueux du xx^e siècle.

Dans un tel contexte, la promotion de la présence européenne dans le monde et toutes

les questions géopolitiques qui en découlent sont restées à la marge des préoccupations des architectes de l'intégration européenne. La raison économique et juridique devait triompher des passions et des rivalités du politique. Un commissaire européen et son équipe pouvaient ainsi très bien se passer de consulter *Foreign Affairs* ; ils n'auraient jamais pu se permettre d'ignorer le *Financial Times*.

Tout au long de cette séquence d'un demi-siècle, qui coïncide avec le processus historique de construction de l'Union, on retrouve les traces de ce rêve d'une Europe se pensant comme pôle pacificateur d'un monde meilleur –

un monde à son image, dans lequel la puissance serait devenue superflue. Un monde dans lequel les valeurs partagées et les intérêts complémentaires auraient primé sur les égoïsmes et le conflit. Comme l'écrivait Jean Monnet : « La Communauté elle-même n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain⁽¹⁾. » Dès lors, nul besoin de concevoir les modalités d'un *hard power* européen.

Aujourd'hui ce rêve s'est évaporé. L'Union a refusé à plusieurs reprises et parfois d'une manière dramatique, comme au moment des guerres yougoslaves, d'assumer ses responsabilités géopolitiques. Mais les Européens ont aussi commencé à percevoir la nécessité de se doter des moyens d'une action politique à la hauteur de leur position dans le monde. Car, sans réflexion stratégique ni médiation, toute force se disperse irrémédiablement. De fait le refus européen de la logique de la puissance paraît presque une négligence surannée quand on l'examine à l'aune du référentiel contemporain : l'accélération de l'affrontement sino-américain, la brutalisation⁽²⁾ plus intense de notre monde nous obligent à changer de paradigme, ou du moins à chercher à en définir un autre qui nous permette d'agir dans cette nouvelle séquence. Nous sommes entrés dans un monde où, comme j'ai eu l'occasion de le formuler ailleurs, l'Europe est condamnée à la puissance⁽³⁾.

Les déclarations liminaires de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, soulignant qu'elle était à la tête de la première « commission géopolitique⁽⁴⁾ », montrent qu'un nouveau chantier est ouvert. La « grande transformation » qui s'annonce devra, c'est ma conviction, s'accompagner d'une reformulation théorique profonde et d'une série d'innovations conceptuelles et institutionnelles qui devraient se déployer autour de la notion de « souveraineté européenne ».

Avant de tenter de caractériser ce que recouvre cette « souveraineté européenne », il me semble indispensable d'en passer par un examen des raisons profondes qui ont porté à la dissociation entre logique de puissance et processus d'intégration économique dans l'histoire de la construction de l'Europe. Un

tel exercice de lecture critique – dans mon cas, au moins en partie, autocritique – commence nécessairement par un retour sur la dynamique historique qui nous a portés sur la crête dangereuse du moment actuel.

Aux origines du refoulement géopolitique

Pour les hommes et les femmes qui façonnèrent l'unité de l'Europe dans la première décennie d'après-guerre, la construction de la paix était le cœur battant du projet européen, conçu en opposition à une impulsion nationaliste se déployant de manière presque naturelle dans un discours de volonté de puissance.

Sans doute l'argument qui associe l'Europe à la paix et le nationalisme à la guerre, selon la célèbre formule de François Mitterrand devant le Parlement européen en 1995⁽⁵⁾, apparaît-il quelque peu paradoxal aujourd'hui. On bute même là sur l'un des plus grands paradoxes de la relation entre l'Union et la puissance. Car c'est précisément en raison de cette construction entièrement préoccupée par la recherche de la paix et par la neutralisation des rivalités géopolitiques entre ses membres que la guerre et la destruction ont été évacuées de l'imaginaire politique de l'Europe contemporaine, en finissant par ne plus signifier pour les générations d'aujourd'hui, et pour la première fois dans l'histoire européenne, rien de sensible ou même de pensable.

C'est un fait : nous ne parvenons plus à ressaisir les mauvais rêves qui hantaient les pères fondateurs de l'Union. Pourtant ces cauchemars furent à la fois l'arrière-fond et l'aiguillon du laborieux chantier de la construction européenne tout au long des années 1950. La première promotion du Collège d'Europe, en 1949, était composée par des jeunes diplômés qui avaient à peu près vingt ans lors du débarquement de Normandie et de l'explosion des bombes nucléaires à Hiroshima et Nagasaki. Leurs grands-pères s'étaient entre-tués à Verdun. Leurs pères furent témoins de la propagation de la fièvre totalitaire sur le continent, des humiliations mutuelles de la défaite et de l'annihilation de la civilisation dans les camps de concentration⁽⁶⁾.

(1) J. Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976.

(2) E. Letta et S. Maillard, *Faire l'Europe dans un monde de brutes*, Fayard, 2017.

(3) « L'Europe est condamnée à la puissance. Une conversation avec Pascal Lamy », *Le Grand Continent*, 17 octobre 2018.

(4) N. Koenig, « The "geopolitical" European Commission and its pitfalls », *Policy Briefings*, Hertie School, Jacques Delors Center, 2 décembre 2019.

(5) F. Mitterrand, Discours au Parlement européen, 17 janvier 1995, archives INA.

(6) *Varii auctores, The College of Europe. Fifty years of service to Europe*, College of Europe Publications, Bruges, 2001.

L'idée d'Europe qui a émergé dans ce contexte particulier était d'abord et avant tout un projet de rupture vis-à-vis de «la destruction comme élément de l'histoire naturelle», selon l'expression de l'écrivain allemand W. G. Sebald⁽⁷⁾. La construction de l'Union visait à immuniser ses membres contre toute rechute dans une volonté de puissance ravageuse, en contribuant à faire advenir une forme de pouvoir à la hauteur de l'héritage des Lumières et de leurs recherches sur la paix perpétuelle.

Pour mener à bien ce chantier ambitieux, les pères fondateurs étaient partis d'un constat. Si l'Europe s'était retrouvée par deux fois au fond de l'abîme, c'est notamment parce que l'économie et la politique s'étaient trouvées dangereusement séparées l'une de l'autre – «désencastées», selon les mots de Karl Polanyi⁽⁸⁾. Pour éviter un retour de la violence politique et de la force destructrice de l'asymétrie, il fallait proposer une nouvelle articulation entre l'économie et le politique en vue d'un projet plus large. La solution préconisée par les pères fondateurs a donc mis l'intégration économique au service d'une ambition d'unification politique qui était une profonde ambition de paix.

Le «rêve» d'unification européenne de Napoléon ou d'Hitler s'est ainsi transformé en une réalisation de signe parfaitement opposé. L'Europe a voulu devenir le pilote de la paix dans le monde grâce à un modèle singulier d'intégration économique qui devait engendrer une intégration politique. Ce projet très ambitieux a cherché d'emblée à se séparer des attributs du nationalisme agressif en intégrant toutes les formes d'échanges mutuellement enrichissants et en évacuant les jeux de puissance à somme nulle.

Cette dynamique historique a eu pour conséquence importante qu'au sein des institutions européennes s'est installé un rapport négatif vis-à-vis du pouvoir dans ses formes les plus explicites et brutales. L'essentiel des volets du *hard power*, qui n'ont pas pour autant cessé d'exister et de se manifester sur notre continent, a été soit conservé au niveau national, soit externalisé dans l'OTAN, ou pris en charge par la présence régionale des États-Unis. Comme le soulignait à juste titre Justin Vaïsse dans un entretien récent : «L'OTAN, qui a tant contribué à la défense du territoire européen,

a dans le même temps été le meilleur vaccin contre une défense européenne.⁽⁹⁾»

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe a donc bien entrepris de se vacciner contre la volonté de puissance qui l'avait obsédée pendant les siècles précédents. À trois exceptions près, ce parti pris idéologique a fini par justifier le peu d'attention accordé par les Européens à la promotion de leur présence dans le monde. De fait, le reflux de la logique de puissance a fini par devenir incapable à agir à l'échelle pertinente. Il est aujourd'hui d'autant plus urgent de prendre acte de cette situation que nous sommes collectivement sommés de répondre à la question suivante : nos petits-enfants en seront-ils réduits à choisir entre le modèle américain et le modèle chinois ?

Trois exceptions qui confirment la règle

Il est cependant trois domaines dans lesquels l'Union a développé une présence internationale significative au cours du demi-siècle écoulé. Trois domaines qui ont permis aux Européens d'échapper au retrait pur et simple du monde en infléchissant le cours du monde extérieur selon les mêmes principes d'intégration économique et de réduction des conflits qui ont présidé au remodelage de notre continent.

Le premier domaine est celui du commerce, qui est de l'ordre de la puissance. Les deux autres, qui ressortissent plutôt l'ordre de l'influence, sont l'appui au développement des pays moins avancés et l'action environnementale. Pour retisser les fils d'un discours vertueux de la puissance en Europe, il est utile de partir précisément de ce lieu de neutralisation des velléités de puissance que sont les institutions européennes afin d'y chercher les leviers silencieux de la puissance européenne.

Le commerce – le *trade* – est le domaine d'action qui découle le plus directement du processus d'intégration européenne. La logique est ici brutalement simple : vous êtes puissant si vous avez un grand marché ; vous êtes faible si vous avez un petit marché. L'Europe s'est transformée en un grand marché de 500 millions de consommateurs, avec une position singulière puisqu'il est plus grand mais moins riche que

(7) W. G. Sebald, *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, trad. de l'angl., Actes Sud, Arles, 2004.

(8) K. Polanyi, *The Great Transformation*, Farrar & Rinehart, New York, 1944.

(9) «La position de la France, une conversation avec Justin Vaïsse», *Le Grand Continent*, 15 septembre 2017.

le marché américain, et plus riche mais moins grand que le marché chinois. Et si, contrairement à ce que pouvaient espérer les «pères fondateurs», l'intégration des marchés n'a pas engendré l'intégration politique, elle a contribué à faire de l'Europe la première puissance commerciale dans le monde et a pesé sur l'organisation des échanges internationaux dans le sens de l'ouverture. Pour en avoir une preuve il suffit de consulter la liste des directeurs généraux du GATT et de l'OMC. Depuis la création du GATT en 1947 et jusqu'à une date récente, ils ont toujours été des Européens – à deux exceptions près dont le mandat fut écourté. Nous avons là un signe évident de la puissance européenne, que l'on voit s'exercer dans la période de difficulté institutionnelle que traverse l'OMC : c'est bien l'Union européenne qui est à la manœuvre pour tenter de garder les Américains dans la tente et d'y faire entrer les Chinois plus avant, et c'est bien ce qu'attendent d'elle de nombreux pays.

Le développement, ensuite, est un domaine d'action dont l'histoire est liée à l'héritage colonial européen. Héritage d'un monde qui ne s'est détaché formellement de l'Europe qu'après les débuts de la construction européenne tandis que demeuraient jusqu'à récemment des liens ambigus, mêlant dans des proportions variables les bons sentiments et les intérêts. L'Union porte aujourd'hui des projets de coopération avec près de 150 pays partenaires – en Afrique, en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Asie et dans le Pacifique – et elle reste pour l'instant le premier fournisseur d'aide au développement et de coopération dans le monde.

Enfin, plus récemment, ce qu'on a appelé le «développement durable» constitue le dernier grand pan de l'influence européenne dans le monde. Un domaine qui contribue largement à l'image internationale de l'Union, et dont le rôle ne cesse de gagner en importance depuis trente ans. Il faut rappeler ici l'effort novateur de Jacques Delors, qui fit jouer son influence pour que les questions environnementales trouvent une place décente dans les politiques européennes au lendemain de Tchernobyl en 1986, et surtout à l'occasion du Sommet de la Terre de Rio en 1992. L'élan politique insufflé à ces sujets par la Commission Delors semble aujourd'hui avoir trouvé un relais dans la Commission von der Leyen. Le *Green deal* actuellement en discussion à Bruxelles ouvre des perspectives importantes pour un renou-

vellement du modèle économique européen et une action ambitieuse de l'Union à l'échelle de la planète, autour de l'un des défis majeurs du siècle – le changement climatique.

Le sens d'une grande transformation

Nous nous trouvons aujourd'hui plongés au cœur d'une révolution du rapport de l'Europe au monde extérieur. Le désintérêt méfiant pour la puissance qui avait caractérisé le premier demi-siècle de l'Union est en train de connaître une transformation aussi profonde que rapide sous la pression d'une série de développements sans précédent dans notre jeune histoire.

Le premier développement n'est pas toujours compris mais joue un rôle central : il provient du constat que toutes les crises qui ont frappé l'Union depuis une dizaine d'années sont de nature exogène. Elles n'ont, en général, pas été la conséquence de nos propres difficultés ou de nos erreurs, même si elles ont à chaque fois mis en lumière de sérieux défauts architecturaux dans l'édifice de l'Union. Venues de l'extérieur, ces crises nous ont frappés avec d'autant plus de force que nos moyens de défense sont parfois faibles, inexistantes ou dysfonctionnels.

Ainsi, par exemple, la crise économique de 2008 est arrivée en Europe depuis les États-Unis dont le marché financier domestique était très insuffisamment régulé au regard de son importance et de sa portée globale⁽¹⁰⁾. Il en va de même de la crise migratoire qui a fait irruption dans le débat public européen depuis l'été 2015. Les racines de ces événements ne sont pas le fait des Européens, si ce n'est que l'Europe est un endroit où il fait moins mal vivre qu'ailleurs – ce qui ne constitue pas un défaut intrinsèque.

La relation problématique entre l'Europe et le monde extérieur peut sembler le moment le plus accompli de la crise de l'eurocentrisme car elle démontre que l'Europe n'est plus le centre du monde. Ce constat est indubitable à presque tout point de vue, quand bien même l'Europe demeure l'un des sièges des rêves du monde, et conserve par conséquent un poids symbolique qui va au-delà de sa dimension géographique ou économique et qui pourrait être cultivé de façon plus résolue dans une logique de *soft power*. Toujours est-il que ces diverses crises de

(10) A. Tooze, *Crashed: How a Decade of Financial Crises Changed the World*, Londres, Vikings, 2018.

provenance exogène amènent les Européens à souhaiter ne plus être le simple réceptacle des problèmes ou des erreurs des autres. Nous commençons à nous interroger sérieusement sur les manières de prévenir ces événements dangereux ou, quand ils se produisent, aux manières de disposer de suffisamment de force pour en limiter les dégâts du point de vue de nos valeurs fondamentales et de nos intérêts.

Le second développement qui a joué un rôle central dans le basculement de notre rapport à la puissance a un nom qui est même devenu une *marque* : Donald Trump. Le président américain est une personnalité singulière, combinaison unique de génie politique pour ce qui est de capter le ressentiment d'une partie de l'opinion américaine, de stupidité économique et géopolitique, et d'avidité transactionnelle se distinguant dans sa capacité proclamée à gruger ses partenaires en affaires. Le tout nimbé d'une idéologie nationaliste, isolationniste, xénophobe et protectionniste. La vision que Donald Trump entretient du système international part d'un *a priori* qui est un contresens économique : les États-Unis seraient en crise, affaiblis par leur déficit commercial, notamment vis-à-vis avec la Chine. N'importe quel économiste peut démontrer les insuffisances de la vision qui structure l'action de Donald Trump – mais il n'en demeure pas moins le président élu des États-Unis d'Amérique.

Le positionnement du président américain a déjà eu de sérieuses conséquences sur les affaires du monde, et il emporte un potentiel de rupture encore plus considérable. Car Donald Trump se situe à l'opposé de ce que le système international a bâti depuis une cinquantaine d'années, et notamment depuis trente ans, en matière d'infrastructures de la globalisation. Alors que l'interpénétration croissante des systèmes de production de biens et de services se traduit par une intensification de l'échange international, avec le progrès technologique comme principal moteur⁽¹¹⁾, nous sommes confrontés à un Trump « dé-globalisateur » – un chef d'État qui va à rebours de ses prédécesseurs et qui entend bien bouleverser les règles du jeu.

Bien évidemment, l'efficacité politique de Trump provient en partie d'un défaut plus

général de prise en charge par les instances représentatives de nos démocraties libérales des conséquences de cette globalisation sur les tissus économiques et sociaux. Le choc de la crise bancaire de 2008 a contribué à rendre visibles ou à accentuer des fractures sociales et donc politiques qui s'expriment dans un long sillage douloureux, marqué de convulsions populistes, même si celles-ci ont aussi d'autres sources. Il ne semble pas exagéré d'affirmer que Trump est en partie le produit de la crise de 2008 et son cortège d'inégalités aux États-Unis, tout comme le Brexit est largement un symptôme de cette même crise au Royaume-Uni.

Le troisième développement, non sans lien avec le deuxième, tient au changement de direction concomitant opéré par le régime chinois. Deux éléments participent de cette évolution. Tout d'abord, la réponse aux effets de cette même crise de 2008, puisque l'ébranlement du système financier international a été l'occasion d'un rétropédalage de la Chine sur la décollectivisation de l'économie. Il suffira de noter que le secteur sous commande de l'État (et donc du Parti) a doublé de taille en dix ans, accentuant la fameuse « spécificité » chinoise et les soupçons de concurrence déloyale qui vont avec. Vint, par la suite, l'avènement de Xi Jinping, un dirigeant plus convaincu que ses prédécesseurs immédiats des vertus de la domination du Parti communiste chinois, et beaucoup moins réservé que ses parrains à en afficher le modèle sur la scène internationale. Le monde a ainsi assisté à un retour idéologique inédit et à une réévaluation de l'exception chinoise désormais en rivalité ouverte avec l'exception trumpienne.

Ces deux grandes évolutions récentes ont mis fin à l'anticipation – qui pour certains n'avait jamais été davantage qu'une rêverie – de grande convergence entre les deux modèles. Convergence dont on aurait pu imaginer qu'elle advienne au terme, certes fort lointain, de l'évolution d'un hypercapitalisme américain dont les excès auraient fini par tempérer la violence, et d'un hypercollectivisme politique chinois qui aurait fini par laisser fleurir les libertés publiques sous l'effet de l'accroissement du bien-être. On retrouve en tout cas ici le rêve bien européen d'un monde régi par la démocratie, l'économie sociale de marché et donc la paix. Non seulement la grande convergence n'a pas eu lieu, mais Trump, appuyé en cela par une très large partie

(11) Pour plus d'éléments sur mon expérience de ce processus je me permets de renvoyer à mon texte : P. Lamy, *The Geneva Consensus : Making Trade Work for All*, Cambridge University Press, Cambridge, 2013.

de l'establishment aux États-Unis, a donné à la rivalité sino-américaine un tour agressif et offensif bien loin du *containment* théorisé par Kissinger⁽¹²⁾. Et, pour faire bonne mesure, il a tweeté que les Européens étaient des ennemis pires que les Chinois, sidérant les opinions publiques de chaque côté de l'Atlantique.

L'émergence d'une souveraineté européenne ?

Notre monde n'est donc pas, ou plus, celui qui autorisait les Européens à concentrer l'essentiel de leurs efforts sur leurs priorités d'intégration économique et sur leur modèle futuriste d'unification politique. Persister à détourner le regard de notre extérieur risque, à terme, de compromettre l'effort prodigieux qui a permis la pacification de notre continent. Si les Européens ne trouvent pas le juste positionnement entre les deux mondes (la Chine, les États-Unis) qui poursuivent, de manière plus musclée, leur rivalité séculaire, ils seront écrasés.

Divers chemins s'offrent à nous pour bâtir une réponse à la hauteur de ces changements : défense du multilatéralisme ; protection des libertés publiques ; réinvestissement technologique et industriel ; stabilisation du pourtour méditerranéen, construction de la verticale euro-africaine ; relance d'une défense européenne moins asservie à l'OTAN ; globalisation de l'euro ; et « verdissement » de la politique commerciale commune⁽¹³⁾ sont autant de voies qu'il nous faut explorer. Je crois également crucial que l'Europe se positionne vigoureusement comme protectrice des biens publics globaux menacés, qu'il s'agisse des écosystèmes naturels ou des biens plus intangibles que sont les échanges, l'éducation et l'intégrité de la personne humaine face au défi émergent de l'intelligence artificielle. À l'heure où la grande divergence sino-américaine est vouée à remplacer l'illusion précédente de grande convergence, l'Union européenne qui se découvre subitement des ennemis va

également devoir trouver la force d'un nouvel « entre-deux » autonome et capable de stabilisation.

C'est dans ce contexte qu'émerge le concept de « souveraineté européenne ». Un concept qui présente certes une curiosité intellectuelle pour la plupart des Européens hors de l'Hexagone français, singulièrement imbibé du lexique de la souveraineté pour des raisons historiques, géographiques et culturelles. Cependant, par-delà les différences cognitives, les querelles linguistiques ou les malentendus politico-culturels (qui sont à l'origine de nombreux quiproquos dans la conversation transeuropéenne), la notion de « souveraineté européenne » est surtout une manière de nous faire glisser de l'influence, que tous revendiquent, à la puissance, dont la plupart redoutent les tracasseries, refusent les dangers et récusent les coûts. Dans cette transition il y a nécessairement de l'économie, de la géopolitique, mais aussi de la culture, de la connaissance, de l'éducation et, le cas échéant, une capacité de projeter des forces communes.

Or c'est bien ce que requiert le monde d'aujourd'hui si nous croyons à l'avenir d'un esprit européen, et dans la mesure où cette croyance « fait idéologie » pour les Européens. Il s'agit d'une évolution à mon sens inévitable mais qui est encore en germe. Restent ouvertes deux questions qui ont à voir l'une avec l'autre et qu'il faudrait affronter très sérieusement. D'abord celle du rythme : y parviendrons-nous suffisamment vite pour préserver l'humanisme qui a défini le meilleur de notre histoire européenne ? Vient ensuite la question des instruments, des outils, mais aussi des concepts, à commencer par la pensée de la souveraineté, qui s'avère totalement inorganisée et éparpillée à Bruxelles et fort hétérogène parmi les États membres. Nous avons un travail de clarification conceptuel à opérer, un travail sur notre grammaire politique commune, avant même d'affermir nos outils internes et externes.

Comme nous l'avons souligné dans un court rapport de l'Institut Jacques-Delors sur « les mots de la campagne » de 2018⁽¹⁴⁾, l'application du principe de souveraineté à l'Union européenne est problématique. Jacques Delors parlait déjà d'un « OPNI », un objet

(12) Pour un bilan très complet qui précède la séquence trumpienne, voir H. Kissinger, *On China*, New York, Penguin Press, 2011.

(13) P. Lamy, G. Pons et P. Leturcq, *Verdir la politique commerciale européenne : Oui, mais comment ?*, Institut Jacques-Delors, 2019. P. Lamy, G. Pons et P. Leturcq, *Verdir la politique commerciale européenne 2 : Aspects économiques*, Institut Jacques-Delors, 2019.

(14) P. Lamy et al., « La souveraineté », *Les Mots de la campagne*, Institut Jacques-Delors, Groupe d'études géopolitiques.

politique non identifié, ou d'une «fédération d'États-nations». Ces formules reflètent l'idée fondamentale qu'au sein de l'Union, la souveraineté doit être multimodale et pouvoir articuler différentes normes. Au-delà des aspects plus techniques qui concernent par exemple le principe de subsidiarité garant de la répartition des compétences entre les États membres et les institutions européennes, le problème de la souveraineté européenne peut être résumé par une image au premier abord énigmatique, mais assez parlante : il s'agit de transformer un cône en un cylindre.

À l'heure actuelle, si nous devons définir notre souveraineté – c'est-à-dire le corps institutionnel par lequel nous exerçons notre puissance –, il serait représenté par un corps conique. La base de ce cône est rationnelle et relève de l'aspect commercial et économique de l'Union. Le sommet du cône, quant à lui, est purement passionnel et imaginaire : c'est là notamment que réside notre capacité à déclarer la guerre. Et nous savons combien les questions liées à la défense et à la sécurité européennes sont ambiguës. L'Europe existe là où il y a de la raison, mais pas encore là où il y a de la passion. Développer une politique de sécurité commune, c'est aussi partager les mêmes cauchemars. L'Europe ne pourra accéder au niveau de puissance nécessaire que si ce cône symbolique devient moins distendu.

Il ne s'agit pas seulement de poursuivre dans les voies d'une intégration technique pour devenir souverain. Une vision plus claire et ambitieuse de la souveraineté européenne repose aussi, en dernier ressort, sur l'activation d'un véritable sentiment d'appartenance à l'Europe et des réponses qui seront apportées à la question de l'identité qui travaille aujourd'hui notre continent.

L'identité européenne

Le nouveau cycle politique quinquennal qui s'est ouvert en 2018 avec le renouvellement du Parlement européen et de la Commission porte la lourde responsabilité de faire prendre à l'Europe son tournant géopolitique. Pour être mené à bien, ce grand chantier requiert un changement de registre. On ne vend pas l'Union des Européens comme on vend du dentifrice, en «ciblant», en «démultipliant» ou en «communiquant». La résurgence du discours civilisationnel dans le débat public européen

peut en effet être interprété comme un retour du refoulé, une mise en cause émotionnelle des certitudes rationnelles, technocratiques et matérialistes qui ont jusqu'ici servi de cadre à l'intégration européenne. Nous avons consacré tant de moyens à la convergence de nos économies, et mis si peu d'ardeur à décrire ce qui, par-delà l'hétérogénéité de nos expériences historiques, nous rassemble entre Européens, et nous relie au reste du monde. Faute d'une prise en charge courageuse de ces questions dans le débat public, en dehors des cercles habituels de la conversation européiste, l'Europe restera écartelée entre les desseins politiques de ceux qui prônent un ré-encastrement brutal sur les frontières du national et les dystopies technocratiques de ceux qui rêvent à un homme sans passions, sans rêves ni cauchemars, et à un monde sans aspérités.

Ce qu'il nous faut pour parler de souveraineté européenne, c'est donc aussi une nouvelle grammaire politique, plus riche et plus largement partagée – une grammaire à la hauteur de cette ambition formidable de créer un espace d'appartenance politique sans recourir au conflit ou à la contrainte. Ma conviction est que cette grammaire commune devra convoquer les «h» – la philosophie, l'anthropologie, l'histoire et la philologie – mais aussi les philologues, les artistes, les musiciens, les écrivains et les poètes pour faire affleurer les processus d'élaboration symbolique, la richesse des vies quotidiennes, les différences et les semblances qui font la texture de la vie européenne⁽¹⁵⁾. Ensuite, seulement, nous pourrions en passer aux conséquences opérationnelles. Pour le dire avec d'autres mots que les miens : «Tout événement vient au monde par deux chemins : le chemin de l'aller, qui est celui des faits, et le chemin du retour où les faits se transforment en mots, chansons, paraboles, contes, devinettes, proverbes, prophéties, mythes. Privés de ce chemin de retour, les faits errent dans un monde suspendu entre les choses manifestées et les choses possibles. Pas tout à fait advenus et pas tout à fait possibles⁽¹⁶⁾.»

PASCAL LAMY

(15) Voir aussi mon article «Au-delà des différences, une semblance européenne», *Esprit*, mai 2019.

(16) K. Efovi, *Cantique de l'acacia*, Seuil, 2017.

LA DURÉE DE L'HUMANITÉ

Parmi les idées qui devraient dominer notre conception du monde et qui pourtant sont pratiquement négligées, la durée de l'humanité est l'une des plus importantes.

Cette notion, du moins sous sa forme moderne, était absente de la pensée des Aristote, des Platon et des Kant, car c'est tout récemment que la science nous en a dévoilé la nature et l'ampleur.

On doit penser aujourd'hui, sans parler des races éteintes, que l'homo sapiens existe sur la terre depuis soixante à cent mille ans; que l'état actuel du cosmos lui promet une postérité de plusieurs millions d'années.

En limitant à un million d'années l'ordre de grandeur de la durée du phénomène humain, on peut apprécier que nous en avons vécu le dixième, et qu'il nous en reste à vivre les neuf dixièmes.

Ainsi la durée de l'humanité serait à celle de l'individu dans le rapport à 10000 à 1. L'humanité d'aujourd'hui serait l'humanité accomplie comme l'enfant de 10 ans devant le vieillard. Mille ans d'humanité correspondent à un mois de vie individuelle.

Nous, humanité, nous avons dix ans. Pendant nos 5 ou 6 premières années, sans parent et sans maître, nous avons à peine pu nous distinguer d'autres mammifères; puis nous avons trouvé l'art, la morale, le droit, la religion.

Nous savons lire et écrire depuis moins d'un an. Nous avons construit le Panthéon voici moins de trois mois; il y a deux mois, le Christ est né. Il y a moins de 15 jours, nous avons commencé d'identifier clairement la méthode scientifique expérimentale, qui nous permet de connaître quelques réalités de l'univers; il y a deux jours que nous savons utiliser l'électricité et construire des avions.

Nos meilleures expériences politiques, économiques et sociales datent de moins d'une semaine; les premiers vagissements des sciences humaines, de quelques jours. Voici quelques minutes, Gaston Berger montrait la nécessité de la recherche prospective, c'est-à-dire de la prévision en vue d'une décision.

Nous sommes en pleine croissance, après avoir franchi lentement les étapes d'une enfance difficile: notre corps se développe à la vitesse hallucinante de 3 % par heure, notre faculté de production à peu près aussi vite, notre faculté de connaissance plus vite encore. Nous ne savons pas encore quels seront dans l'avenir la taille et le poids de notre corps et de notre cerveau, s'ils ont un optimum.

Nous sommes un petit garçon de dix ans, courageux, fort et plein de promesses; nous saurons dès l'an prochain faire beaucoup de dictées sans fautes et calculer correctement les règles de trois. Dans deux ans, nous entrerons en classe de sixième et nous ferons notre première communion solennelle.

Dans 100 000 ans nous atteindrons notre majorité.

Jean FOURASTIÉ, *La Grande métamorphose du xx^e siècle. Essais sur quelques problèmes de l'humanité d'aujourd'hui*, PUF, 1961, p. 210-211.